

Édito (ou point fort de la semaine) :

Cette semaine, le Président de la République a été giflé lors d'un bain de foule. Un tel geste doit être condamné, quel que soit le représentant de L'Etat qui en est victime et sa place dans la hiérarchie, donc aussi s'il s'agit du premier d'entre eux.

Cet évènement a fait un tour du monde médiatique et nous amène à réfléchir sachant que l'Histoire nous a appris que les évènements d'aujourd'hui tiraient le plus souvent leur origine de ce qui s'est passé antérieurement.

Après l'armistice de 1918 la République s'est mobilisée pour réduire les séquelles du conflit qui venait de prendre fin : mise en sécurité des ruines, neutralisation des munitions non explosées, organisation de l'accueil des réfugiés, remise en état des ports, des écoles, des mairies, des préfectures. Pendant tout l'entre-deux guerres elle s'efforce d'être présente partout au service de la population, y compris dans le domaine des services comme en témoigne la création de la SNCF en 1937.

A l'issue de la deuxième guerre mondiale l'Etat, dans un souci de protection des populations, nationalise la Banque de France, les quatre plus grandes banques de dépôt, les 11 plus importantes compagnies d'assurance, étend son influence à certains produits essentiels comme le gaz et l'électricité et au transport aérien. Au-delà des champs d'intervention régaliens que sont l'Armée, la Police, la Justice, l'Education, la Santé, l'Aménagement du territoire, il est aussi présent dans la radio, la télévision, les télécommunications. Les agents de l'Etat, présents partout, œuvrent au service de la population dans une logique de proximité.

Cette situation sera remise en question, pour des motifs idéologiques en 1996. A partir de cette date les privatisations effaceront progressivement les nationalisations. La priorité donnée, à l'individualisme, au profit, aux grandes métropoles et à la concentration entrainera inexorablement certains territoires vers des suppressions d'emplois publics induisant des suppressions dans l'emploi privé. On ne compte plus les fermetures de bureaux de postes, de gares, de perceptions, de gendarmeries, d'écoles, d'hôpitaux, imposées à la population alors même que les citoyens avaient clairement exprimé et motivé leur opposition à de telles mesures.

Quand la République fait ainsi durablement violence à une partie de la population et des territoires, quand elle les paupérise par voie de conséquence, quand une telle désertification se conjugue avec le recul de droits en matière de travail, de chômage, de sécurité sociale et coïncide avec l'accroissement des difficultés d'accès à l'éducation, à l'emploi et au soin comment s'étonner qu'apparaisse en retour une violence à l'égard de la République et que celle-ci s'exprime sporadiquement de façon plus ou moins violente.

Si elle veut être respectée la République devra s'astreindre à respecter tous ses enfants et remettre son action au service de l'intérêt général.

R VACHON

Sommaire :

- L'écho des comités :** **Pages 3 et 4**

- Dossiers :** **Pages 5 à 7**
 - Psychiatre, Psychologues
et psychothérapeutes** **Page 5 et 6**
 - Médicaments** **Page 6**
 - Covid et expression libre** **Page 7**

- Culture et santé :** **Page 8**

L'écho des comités :

DOURDAN - 91

La pédiatrie restera à DOURDAN mais l'hôpital reste menacé.

Le comité de défense de l'hôpital appelle toute la population à manifester son opposition au déclassement de l'hôpital de Dourdan en Hôpital de Proximité.

Le samedi 12 JUIN – Départ de l'hôpital à 9 H 30 – Défilé à travers la ville –

MEETING A 12 H 00 sur le Parvis de la Mairie avec Patrick PELLOUX

[Le communiqué](#)

[Le tract](#)

LURE - 70

Désertification médicale, numéris clausus, Mesures d'incitation, liberté d'installation :

Le comité de vigilance interroge les candidats aux élections départementales et régionales.

[La lettre](#)

RAMBOUILLET - 78

Le comité soutient les mobilisations du personnel de l'hôpital et s'associe à celle du 15 juin 2021

[le flash info](#)

Action nationale du 15 juin

Le comité de défense de l'hôpital de Sarlat, en relais de l'appel national lancé par les organisations syndicales médicales et paramédicales*, dans l'unité, appellent à une journée de mobilisation et de grève le 15 juin 2021 dans les établissements du sanitaire, du médico-social et du social public et privé.

Ensemble, nous exigeons l'ouverture de véritables négociations sur l'avenir de l'hôpital public et des établissements de santé et d'action sociale comportant :

- L'équité de traitement dans l'attribution des mesures salariales consenties par le gouvernement à l'issue du Ségur, à savoir l'attribution immédiate de 183 euros pour l'ensemble des personnels. À ce jour, de nombreux personnels en sont exclus.
- La reconnaissance et la franche revalorisation générale des rémunérations et des qualifications.
- Le recrutement immédiat de centaines de milliers de professionnels supplémentaires, un plan de formation pluridisciplinaire correspondant, et l'ouverture immédiate d'un grand nombre de places d'étudiants dans les différentes écoles et facultés.
- L'arrêt des fermetures de services et d'établissements, et la réouverture des lits, des structures, partout où cela est nécessaire (par exemple, l'ouverture urgente de cinq lits en chirurgie conventionnelle – chirurgies viscérale et orthopédique).
- Une participation réelle des personnels et des usagers dans les instances de décision.
- L'égalité d'accès, d'accueil et de prise en charge de qualité pour la population sur tout le territoire.
- L'augmentation du budget consacré à l'hôpital et à nos établissements dans le budget de la santé publique.

Tous ensemble, salariés, usagers, élus, nous exigeons des moyens supplémentaires qui nous garantissent un accès pour tous et dans tous les territoires, à des soins de qualité.

RASSEMBLEMENT DEVANT L'HÔPITAL de 15h à 16h AVEC LA CGT DE L'HÔPITAL, comptant sur votre présence, défendons notre bien commun

* Association des médecins urgentistes de France AMUF, Action praticiens hôpital APH, CGT, CFE-CGC, SUD, le Printemps de la psychiatrie, la Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité et le Collectif inter-hôpitaux CIH.



Dossiers

PSYCHIATRIE

En 2021, mieux vaut ne pas être lanceur d'alerte en psychiatrie.

« Cet établissement est à l'image de ce que sont devenues beaucoup d'institutions de la République, des lieux autoritaires, au pouvoir vertical, à la démocratie interne falsifiée sous prétexte de respecter le formalisme procédural. »

[Le blog de Mathieu BELLAHSEN, Psychiatre](#)

Dans l'article : CGLPL = Contrôleur général des lieux de privation de liberté.

Lire aussi :

« Plusieurs figures des contestations organisées en 2018 dans les centres psychiatriques du Havre et de Rouen sont aujourd'hui visées par des enquêtes pénales enclenchées après des plaintes de leur direction, dans un contexte de tensions sociales exacerbées. »

[L'article de mediapart](#)

PSYCHOLOGUES et PSYCHOTHERAPEUTES

« Ni bradés, ni soumis » : les psychologues et les psychothérapeutes manifestent contre la « précarisation » de leur métier

Jeudi 10 juin, ils étaient environ quatre cents (selon la police) psychologues et psychothérapeutes à manifester devant le ministère de la santé, place Pierre-Laroque, dans le 7^e arrondissement de Paris. D'autres rassemblements ont eu lieu dans près d'une vingtaine de villes françaises, à Bordeaux, à Nice, à Lyon ou encore à Rennes. Leur mot d'ordre : « *Ni bradés, ni soumis* ».

[L'article](#)

Communiqué de presse : le 10 juin aura lieu une mobilisation inédite de tous les psychologues et des praticiens du soin psychique

Les discours de l'État soucieux de « l'impact de la pandémie sur le moral de nos concitoyens » n'ont pas conduit à une reconnaissance des psychologues.

Remboursement des psychothérapies : fausse bonne idée ?

La publication au Journal Officiel de l'arrêté du 10 mars dernier « relatif à la définition de l'expertise des psychologues » préconise le remboursement de certaines thérapies. Le psychologue s'engagerait par un contrat à appliquer des « interventions » et des « programmes » de la politique nationale de Santé Mentale qui ne se réfèrent qu'aux neurosciences cognitives et aux Thérapies Cognitivo- Comportementales.

[Le communiqué](#)



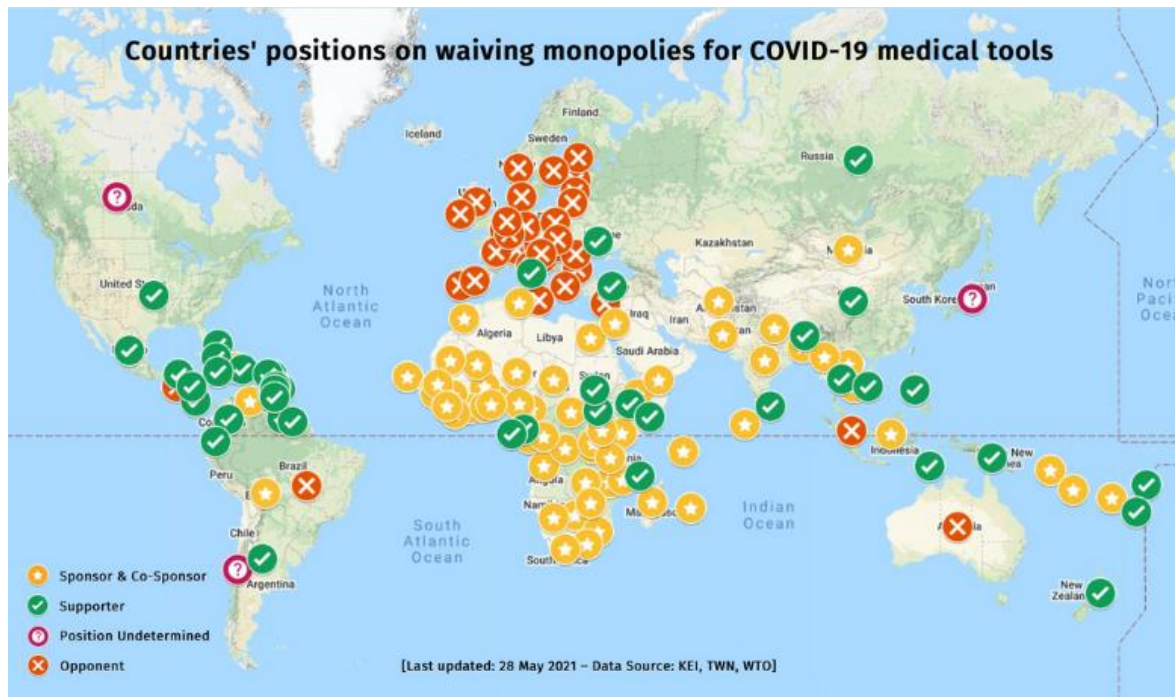
Médicaments

"On ne peut pas rester sans rien faire" : des femmes atteintes d'un cancer du sein alertent sur la pénurie d'un médicament

[L'article de francetvinfo.fr](#)

COVID 19

Seuls quelques pays, dont les membres de l'Union Européenne bloquent actuellement une proposition visant à autoriser d'autres entreprises à produire des vaccins.



Mais la situation est en train d'évoluer :

[Le diaporama](#)

EXPRESSION LIBRE

Ainsi la pandémie serait presque terminée. Provisoirement ou définitivement. La litanie des mauvaises nouvelles (réanimations surchargées, soignants épuisés, taux d'incidence en hausse et j'en passe...), cette malédiction cède enfin devant les signaux à nouveau « au vert ». On peut recommencer à penser vacances, reprise économique (avec tous ces milliards économisés à dépenser !), et des visages juvéniles et réjouis squattent les journaux télévisés pour fêter la liberté bientôt totalement recouverte. Avec cette vague de soulagement bien compréhensible mais également complaisamment orchestrée on passe à la trappe l'ensemble des paramètres qui ont largement contribué au désastre que nous avons traversé....

Jacques de Turenne Comité de Concarneau

[Le propos de J De Turenne](#)

Culture et santé :

<https://www.youtube.com/watch?v=KfYHHo8f5QY>

« Toutes les infos sur le site de la Coordination Nationale »

<http://coordination-defense-sante.org/>



COORDINATION NATIONALE
des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité
(Fondée à Saint Affrique en avril 2004)
Siège social : **1 rue Jean Moulin 70200 LURE**
Secrétariat : Lundi : 8h45-11h15 et 13h40-17h30 / Mardi : 8h45-14h45 / Jeudi : 8h45-11h15 / Vendredi : 13h40-16h15
Tél : **09 67 04 55 15**
SIREN : 503 711 988 - SIRET : 503 711 988 00025
Association agréée - Arrêté du 06/06/2018 - N2017RN0146
Site : <http://coordination-defense-sante.org/>
Contact : cda12550@coordination-defense-sante.org
Présidente : Michèle LEFLON michele.leflon@orange.fr
Adresse : 34 Rue de la Porte de Bourgogne – 08000 Charleville-Mézières - Tél 06 08 93 84 93
Secrétaire : Rosine LEVERRIER boudchoum@wanadoo.fr
Adresse : 5 Rue Barbey d'Aurévilly – 14500 VIRE - Tél 02 31 67 07 54 - 06 41 29 08 02